



FACE À LA VAGUE DE SUICIDE, BERCY SE DÉDOUANE AVEC DES NOTES mais ne donne PAS LES MOYENS DE LES APPLIQUER

Et le Cher est directement concerné.

La cour administrative d'appel de Toulouse vient de confirmer l'imputabilité au service du suicide d'une agente de la DDFiP à son domicile.

Un jugement hautement symbolique puisque la DGFIP est touchée par une vague de suicides dont les origines incluent inévitablement les conditions de travail de plus en plus éprouvantes.

Burn-out, surcharge de travail, missions impossibles à accomplir, culpabilisation, management toxique, restructurations incessantes, découlent des suppressions d'emplois qui ont mis à l'os notre administration.

Un jugement qui rappelle à la DGFIP en tant qu'employeur son devoir de résultat en termes de risques psychosociaux

En 2025, à la DGFIP 19 agents se sont suicidés et 30 ont tenté de le faire selon les chiffres officiels que les organisations syndicales ont mis trop longtemps à obtenir. À noter que, pour un suicide, 20 personnes commettraient une tentative on serait donc plus sur 380 à la DGFIP en 2025 ce qui ferait plus d'un par jour. Sur 10 tentatives, 4 personne récidivent.

Notre département, après avoir connu un suicide en 2017 a malheureusement encore été touché en 2025.

Face aux différentes alertes lancées par les organisations syndicales nationales et la médiatisation de la situation (des journaux évoquent une similitude avec Orange/France Telecom), la direction générale par une note du 08 juillet 2025 a accepté d'élargir la possibilité d'ouvrir une enquête aux conditions de travail quel que soit le lieu du suicide.

Mais dans les faits on voit que ce n'est là que de l'affichage, car aucun budget n'est prévu à cet effet.

Dans le Cher :

- La formation spécialisée a voté le principe d'une enquête qui aura pour objet l'étude des conditions de travail qui ont pu participer aux causes du suicide.
- La formation spécialisée a souhaité que l'enquête soit effectuée par un cabinet extérieur ce qui a un coût mais aucun budget n'est prévu à cet effet.

– À ce jour, plus de 5 mois plus tard, l'enquête n'est toujours pas commencée. Cela suscite l'incompréhension des collègues.

Les journaux se sont alarmés d'une crise sans précédent à la DGFIP, parlant d'onde de choc mais, interrogé sur le sujet devant la commission des Finances de l'Assemblée nationale, le Ministre de l'Économie Eric Lombard avait bien évidemment nié l'évidence : « **C'est une situation que nous suivons, que je n'estime pas liée à des raisons ni d'organisation, ni de charge de travail, ni de management** ». Écœurant !

Si la médiatisation et l'alerte des organisations syndicales a par la suite amené le ministère à définir un **plan de prévention**, déjà très en dessous de nos attentes, **aucun budget spécifique n'a été avancé au plan national**.

Par conséquent, **dans une petite direction comme la nôtre le financement n'est pas assuré pour une enquête sur ce drame**.

L'administration minimise les faits, ne donne aucun moyen aux représentants du personnel pour une enquête sur les conditions de travail, pire elle poursuit les vagues de suppressions d'emplois qui continuent le démantèlement de notre administration, de ses missions et sacrifient ses agents.

Rappelons aussi que les agents du département n'ont aucun accès direct à un médecin de prévention, depuis de très nombreux mois il n'y en a plus. Toute demande est évaluée par l'agent de prévention qui en juge l'urgence (est-ce son rôle ? Comment lui faire porter une telle responsabilité ?) et renvoie le demandeur sur le médecin de coordination, aujourd'hui dans le GERS. En fait la DGFIP a de facto crée un barrage pour l'accès au médecin de prévention, c'est illégal et honteux !

En résumé, le gouvernement n'a que faire de la situation des agents. L'investissement va à l'armée, à la guerre, au détriment du service public. Le gouvernement ouvre des classes défense, finance un deuxième porte-avion mais supprime encore 550 emplois à la DGFIP en 2026.

Nous représentants de la CGT, exigeons que BERCY consacre un budget pour les enquêtes FS et finance celle de notre département.

Les agents ne sont pas des robots, ils ont droit au respect !

À défaut, nous considérerons que la note de Bercy c'est du vent et du mépris.



**Pas d'argent pour la guerre et les armes
mais de l'argent pour les conditions de travail**